



Le ” miracle Poincaré ” et la confiance hiérarchique à l’aune de théories gramsciennes. Tentative d’explication et de développement

Nicolas Pinsard

► To cite this version:

Nicolas Pinsard. Le ” miracle Poincaré ” et la confiance hiérarchique à l’aune de théories gramsciennes. Tentative d’explication et de développement. 2016. <hal-01367997>

HAL Id: hal-01367997

<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01367997>

Submitted on 13 Oct 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

CEPN

Centre d'économie
de l'Université Paris Nord
CNRS UMR n° 7234

Document de travail du CEPN

N° 2016-07

**Le « miracle Poincaré » et la confiance hiérarchique
à l'aune de théories gramsciennes.
Tentative d'explication et de développement.**

Nicolas Pinsard

Membre du CEPN - Université Paris 13 – SPC

[nicolas.pinsard\[at\]univ-paris13.fr](mailto:nicolas.pinsard[at]univ-paris13.fr)

Résumé

Le Cartel des Gauches resta au gouvernement de juin 1924 à juillet 1926, mois au cours duquel R. Poincaré revint aux affaires. Trois jours après que l'on sut que R. Poincaré avait accepté de diriger le gouvernement, le franc s'apprécia de 20 % par rapport à la livre sterling. Ce fut la fin de la crise du franc sur le marché des changes, et cela sans qu'aucune annonce politique soit faite, et avant même la déclaration d'investissement du gouvernement. Comment expliquer le "miracle Poincaré" ?

La monnaie est "un lien de confiance", elle se décline en trois types de confiance : la confiance méthodique, éthique et hiérarchique. Or, la crise du franc, lors du gouvernement du Cartel, est essentiellement due à une perte de confiance hiérarchique en ce gouvernement. En effet, celui-ci n'était plus capable d'assurer son rôle de souverain monétaire, c'est-à-dire garantir la valeur du franc. Or, la monnaie est ce qui représente symboliquement l'unité d'une communauté de compte, et si celle-ci entre en crise, c'est la communauté en elle-même qui est fragilisée. Ainsi, il y eut une perte de confiance hiérarchique dans la monnaie.

Comment expliquer que la crise économique ait suffisamment d'ampleur pour projeter dans la sphère politique des problèmes initialement économiques ? Comment s'opère le passage d'une crise économique à une crise politique qui se traduit par une perte de confiance hiérarchique ? Comment expliquer l'arrêt de la crise monétaire, à la fois économique et politique, et, *in fine*, comment la confiance hiérarchique a-t-elle été recouvrée, alors que ce phénomène de crise est auto-entraînant ?

Gramsci et notamment ses concepts de crises organique et hégémonique, et de césarisme seront mobilisés pour répondre à ces problématiques. Le concept de crise organique articule le passage de la crise économique à la crise politique. Celui de crise hégémonique donne à voir les enjeux de pouvoir entre différents groupes sociaux. La notion de césarisme permet d'interpréter la cause du renversement soudain de la valeur du franc sur le marché des changes, dans la mesure où le "César" réussit à instrumentaliser la crise organique pour arriver au pouvoir et à l'arrêter lorsqu'il y parvient. Les raisons de la perte de confiance hiérarchique et son recouvrement peuvent alors être éclairées par ces trois concepts gramsciens qui complètent celui de confiance hiérarchique.

Introduction

Les bornes historiques de ce travail sont la victoire du Cartel des Gauches aux élections législatives de juin 1924 et les mois qui suivirent le retour de Raymond Poincaré en tant que président du Conseil des ministres, le 23 juillet 1926. La séquence historique que nous allons étudier est intéressante à plus d'un titre, car durant celle-ci, il y a eu une crise monétaire du franc, puisque la monnaie française se dévalorisait par rapport aux monnaies clefs qu'étaient la livre sterling et le dollar. L'arrêt de la crise est encore plus intéressant que la crise en elle-même, puisqu'en très peu de jours, le franc arrêta sa dépréciation et commença à s'apprécier sur le marché des changes. Or, ce phénomène se produit au même moment que R. Poincaré revient au pouvoir. Autrement dit, avant un quelconque discours prononcé ou mesure politique prise par le nouveau président du Conseil, le franc recommençait soudainement à s'apprécier de manière importante. L'inversion de tendance ne peut donc être expliquée par la réception positive de l'agenda politique de R. Poincaré. Le « miracle Poincaré » a été la lexie retenue pour décrire cette séquence historique.

La Théorie de la Régulation est le cadre théorique à travers lequel nous évoluerons. Il a pour particularité méthodologique le fait d'appréhender ses objets d'étude lorsqu'ils entrent en crise. L'avantage d'emprunter cette méthode est qu'elle donne à voir les différents rapports sociaux qui étaient cristallisés et naturalisés dans une institution. La monnaie¹ est intimement liée à la fois à la sphère économique et à la sphère politique. C'est notamment à travers elle que l'on peut comprendre les raisons qui entraînent la transformation d'une crise économique en crise politique. Le concept de confiance hiérarchique est le concept développé par l'approche institutionnaliste de la monnaie pour rendre compte du caractère à la fois économique et politique de la monnaie. Mais comment expliquer que ces deux sphères s'influencent mutuellement et s'entraînent dans un cercle vicieux de crises, provoquant une perte de confiance hiérarchique ? En effet, le passage d'une sphère à l'autre n'est pas évident, et encore moins automatique [Boyer, 2015]. Par ailleurs, comment s'opère l'arrêt de la crise monétaire, à la fois économique et politique, et *in fine* comment la confiance hiérarchique a-t-elle été recouvrée, alors que ce phénomène de crises est auto-entraînant ?

Pour ce faire, nous mobiliserons les théories d'Antonio Gramsci. Il s'agit d'un auteur marxiste qui critiqua la pensée marxiste orthodoxe qui, par bien des aspects, était trop mécaniste dans ses analyses, où l'infrastructure commandait mécaniquement la superstructure. Au contraire, Gramsci souhaitait qu'une véritable dialectique soit mise en place entre ce qu'il appelle la structure et la superstructure, c'est-à-dire entre la sphère économique – la structure – et la sphère politico-juridique – la superstructure – [Jessop, 2006 : 352]. Ainsi, ces deux sphères doivent être étudiées pour comprendre leurs interrelations. C'est ici que cet auteur entre en écho avec la volonté de la Théorie de la Régulation d'étudier les différentes institutions en vigueur dans une période historique donnée. En effet, analyser les institutions dans le mode de production capitaliste, par exemple, ne signifie pas que chacune d'entre elles

¹ Qui est une des cinq formes institutionnelles de la Théorie de la Régulation. Les quatre autres sont le rapport salarial, l'État, la concurrence et l'insertion dans l'économie internationale.

relève de la même logique, à savoir celle du capital, mais plutôt, qu'étant donné qu'elles cristallisent un compromis social particulier, elles ont des logiques plus ou moins différentes. Par conséquent, l'État comme institution peut avoir des intérêts contraires à la Banque de France par exemple. Des travaux tels que celui de Christine André et Robert Delorme [1983] avec leur acception de l'État comme « compromis institutionnalisé », et ceux de Bruno Théret [1990 et 1992] et son acception selon laquelle l'État est vu comme un « rapport social en soi », mettent à mal cette vision qui est à bien des égards trop fonctionnaliste et aprioritique. L'État n'est pas une invention du capitalisme [Lordon, 2015]. Dès lors, nous devons l'envisager comme une institution propre qui cristallise des rapports sociaux et une logique différents de ceux du capital. Ce sont les différences entre les institutions en vigueur dans une société qui amènent à des contradictions dans les régimes d'accumulation et dans les modes de production. En d'autres termes, elles amènent à une crise du mode de régulation, voire du régime d'accumulation ou bien du « bloc historique » selon le concept de Gramsci. Un bloc historique est donc « le contenu économique-social et la forme éthico-politique [qui] s'identifient concrètement » [Q 10, § 13]². Par conséquent, un bloc historique viable permet d'empêcher qu'une crise économique se transforme en une crise politique. En d'autres termes, ce sont les « tranchées » et les « fortifications » de la société.

Premièrement, nous rappellerons quelques faits stylisés pour mieux cerner la particularité de cette séquence historique. Puis, nous discuterons du modèle mimétique de la monnaie développé par André Orléan [1984 et 2011] et par Michel Aglietta lorsqu'ils ont écrit ensemble [1982, 1998 et 2002]. Enfin, nous tenterons d'apporter des éléments théoriques gramsciens pour compléter l'approche régulationniste et institutionnaliste de la monnaie et pour démystifier le « miracle Poincaré ».

1. Les faits historiques

La séquence historique que nous étudions est structurée en deux temps. La première étant la dépréciation du franc sur le marché des changes (1.1.). Le revirement soudain est le second temps (2.2.).

1.1 *Baisse cumulative du franc sur le marché des changes*

L'événement économique auquel le Cartel des Gauches faisait face était la baisse spectaculaire de la valeur du franc relativement, notamment, à deux devises clefs, à savoir la livre sterling et le dollar américain.

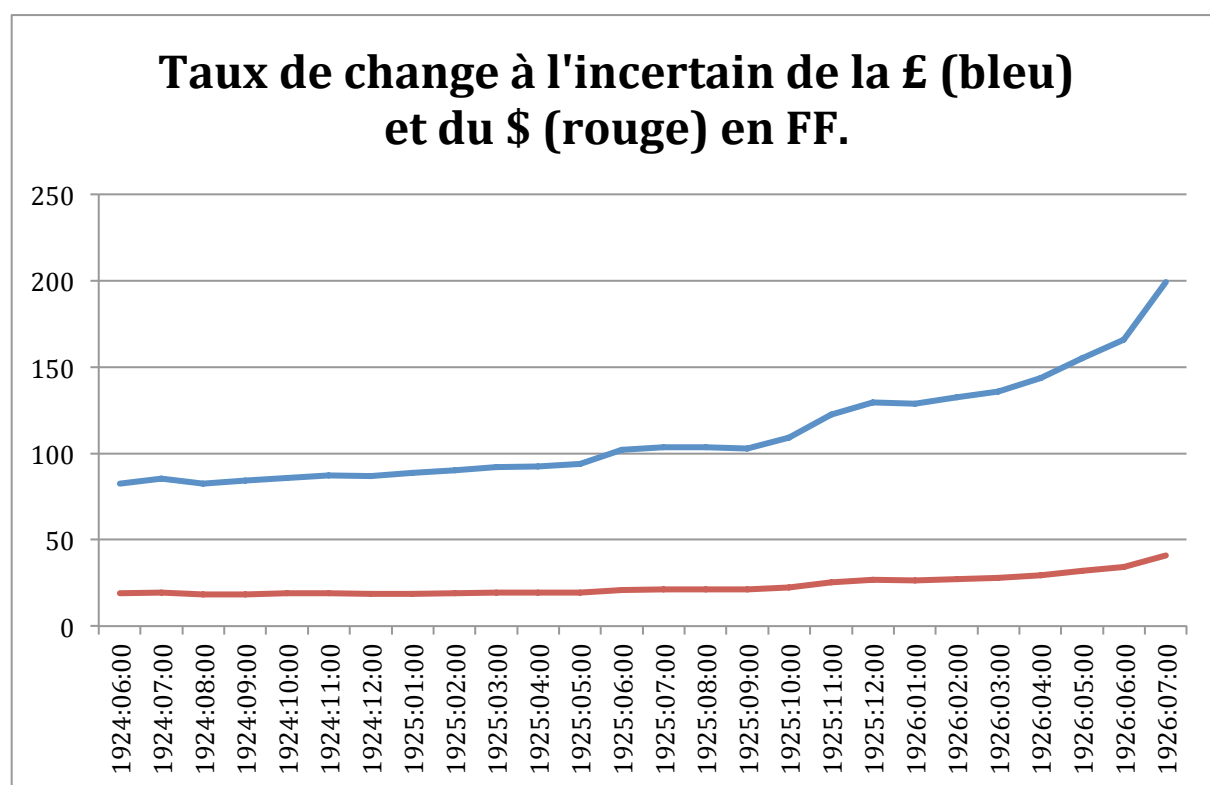
Tout d'abord, resituons cette dynamique de la chute de la valeur externe du franc dans les institutions monétaires dans lesquelles le franc se mouvait. Depuis que la France était entrée en guerre en 1914, le régime monétaire était un régime de cours forcé, c'est-à-dire que la convertibilité du franc en or ne se faisait plus. Par conséquent, les banques commerciales et la

² Soit Q le cahier, § le paragraphe. Nous utilisons les morceaux choisis par Razmig Keucheyan.

Banque de France n'avaient plus pour obligation d'échanger une certaine quantité d'or contre une unité de franc. Désormais, les taux de change n'étaient plus fixés à travers un système monétaire international dont les règles étaient fixées par les pays membres, mais par les marchés financiers. En effet, c'étaient eux qui déterminaient le niveau des taux de change, mis à part pour la livre sterling et le dollar. Autrement dit, on était passé d'un système d'étalon-or (*Gold Standard*) à un système de change-or (*Gold Exchange Standard*).

Le changement de système était essentiellement dû au fait que la guerre nécessitait de disposer d'importantes quantités de monnaie pour pouvoir la financer, induisant que le cours légal avec l'or ne pouvait être tenu. Dès lors, si les marchés financiers considéraient que telle ou telle monnaie n'était pas une devise dans laquelle on pouvait faire confiance, elle voyait sa valeur externe, c'est-à-dire sa valeur vis-à-vis des autres devises, se déprécier.

C'est ce que le franc connut lorsque le Cartel des Gauches était au pouvoir. Lorsque la coalition remporta les élections législatives, 1 livre sterling était égale à 82,5 francs. À la fin du gouvernement du Cartel, la livre sterling valait environ 199,03 francs. Soit une appréciation de la livre sterling de 142,68 %. Et si nous regardons les derniers mois, le phénomène est encore plus impressionnant, car en mai 1926, une livre sterling s'échangeait contre environ 155,06 francs. En juillet 1926, on échangeait une livre sterling contre environ 199,03 francs. Ainsi, en deux mois, la livre sterling s'était appréciée de 28,39 %, pratiquement un tiers de sa valeur.



Graphique 1 : Évolution du taux de change à l'incertain lorsque le Cartel des Gauches est au pouvoir.
Source : CEPII

La livre sterling n'est pas la seule devise clef à s'apprécier par rapport au franc. En effet, en juin 1924, un dollar s'échangeait contre environ 19,1 francs. En juillet 1926, le cours à

l'incertain s'élevait à environ 40,95 francs. Ainsi, le dollar en un peu plus de deux années s'était apprécié d'à peu près 110,53 %. Mieux, en sept mois, c'est-à-dire entre le début de l'année et juillet 1926, le dollar s'apprécia de 53,85 %³.

La dépréciation du franc, et par voie de conséquence l'appréciation des autres devises n'étaient pas liées à une particularité nationale qui aurait pu être engendrée par des raisons conjoncturelles propres au pays. Elle était *in fine* une baisse structurelle de la valeur externe du franc par rapport aux autres monnaies clefs dans les échanges internationaux, notamment la livre sterling et le dollar. Les marchés financiers n'avaient plus confiance en la qualité du franc comme monnaie jugée comme étant un actif sûr, c'est-à-dire un actif liquide.

La baisse de la valeur externe du franc se produisit alors que les fondamentaux de l'économie commençaient à se porter mieux. Le budget de l'État tendait vers l'équilibre depuis que le Cartel était au pouvoir. Il passa d'un déficit de 7 121 millions de francs en 1924, à un déficit de 1 507 millions de francs l'année suivante, soit une diminution en une seule année de 5 614 millions de francs, ou encore une diminution de 78,84 % du déficit de l'État. Cette baisse est en partie due au fait que le coût de reconstruction annuel de la Première Guerre mondiale est en baisse continue. En 1924, 8 032 millions de francs étaient alloués à la reconstruction ; en 1926, 4 938 millions de francs l'étaient. Soit, une baisse de 3 094 millions de francs en deux ans, c'est-à-dire -38,52 %. Une des raisons supplémentaires à cette amélioration dans les comptes de l'État est que l'Allemagne se remit à payer les dégâts qu'elle avait causés en 1924.

En outre, l'amélioration du budget allait de pair avec une augmentation de la production industrielle et du PNB. En 1924, l'indice de la production industrielle était de 109⁴ ; en 1926, elle atteignit 126. Le PNB s'accroît aussi, puisqu'en 1924, son indice était égal à 113⁵ ; et en 1926, il valait 115,6.

³ Voir graphique 2 dans les annexes pour mieux visualiser la tendance de la dépréciation du franc vis-à-vis du dollar.

⁴ La base 100 est 1913.

⁵ La base 100 est toujours 1913.

| Date | Indice de la production industrielle | PNB (Indice) | Budget (déficit-excédent, en millions de francs courants) | Reconstruction (en millions de francs courants) |
|------|--------------------------------------|--------------|---|---|
| 1913 | 100 | 100 | 24,8 | — |
| 1920 | 62 | 85,5 | - 17 139 | 13 084 |
| 1921 | 55 | 84,2 | - 9 275 | 17 774 |
| 1922 | 78 | 97,4 | - 9 762 | 14 181 |
| 1923 | 88 | 102,6 | - 11 804 | 12 461 |
| 1924 | 109 | 113 | - 7 121 | 8 032 |
| 1925 | 108 | 114,5 | - 1 507 | 5 272 |
| 1926 | 126 | 115,6 | - 1088 | 4 938 |

Tableau 2 : Principaux indicateurs économiques de 1920 à 1930, 1923 : base 100.

Sources : Alfred Sauvy [1984 : 315], Michel Lutfalla et Jean-Pierre Patat [1986 : 50-60] et Kenneth Mouré [1998 : 36].

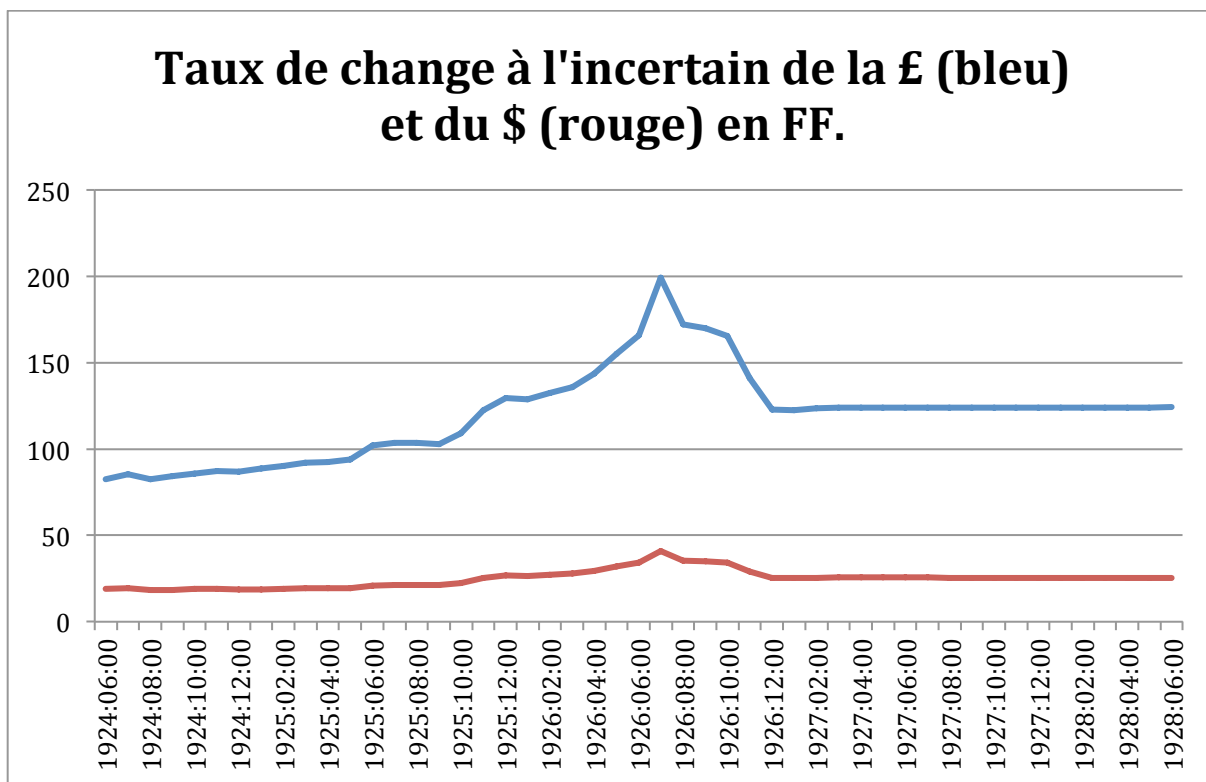
Ainsi, cette période historique est caractérisée par une amélioration des fondamentaux économiques. Le budget tend vers l'équilibre, l'indice de la production industrielle et celui du PNB augmentent. Et dans le même temps, la monnaie nationale connaissait une dépréciation cumulative sur le marché des changes, et ce jusqu'en juillet 1926.

1.2. L'Union nationale et le retournement sur le marché des changes

Après plusieurs années de baisse de la valeur externe du franc, celle-ci va brusquement s'arrêter et ensuite connaître une tendance inverse. En effet, en juillet 1926, la dépréciation est au plus haut depuis plusieurs années. C'est à partir de ce mois-ci que l'inversion va se produire, et de manière soudaine.

C'est entre le 21 et le 26 juillet que le pic dans l'appréciation du franc a eu lieu. Le 21 juillet, une livre sterling s'échangeait contre 243 francs sur le marché des changes ; le 26 juillet, une livre sterling équivalait à 197 francs. Soit, une baisse de 18,93 % en seulement 6 jours [Blancheton, 2001 : 386]⁶. L'appréciation par rapport au dollar a la même structure.

⁶ Notons que les données avancées par B. Blancheton sont différentes des nôtres, car les siennes décrivent le cours quotidien du franc et de la livre sterling. Tandis que nos données sont des données mensuelles, entraînant de ce fait qu'un lissage par une moyenne se produit. C'est la raison pour laquelle dans nos données, en juillet une livre sterling était cotée à environ 200 francs.



Graphique 2 : Évolution du taux de change mensuel à l'incertain de la livre sterling et du dollar de juin 1924 à juin 1928. Source : CEPII.

À la fin de l'année de 1926, le franc se stabilise *de facto* par rapport au dollar et à la livre sterling. Une livre sterling s'échange alors contre environ 122,86 francs. Tandis que le dollar était coté à environ 25,33 francs.

Cette appréciation du franc sur le marché des changes s'opère lorsque R. Poincaré revient au pouvoir en tant que président du Conseil. C'est dans la nuit du 21 au 22 juillet que le président de la République, Gaston Doumergue, lui demanda de le rejoindre à l'Élysée pour lui proposer de former un nouveau gouvernement. R. Poincaré accepta la demande et réussit à former un gouvernement d'Union nationale, qui avait pour tâche principale de redresser et puis de stabiliser le franc.

Même si le gouvernement d'Union nationale n'était pas composé de socialistes, nous pouvons quand même considérer que ce gouvernement est un gouvernement d'Union nationale. Car il était composé d'une moitié d'ex-membres du Cartel, et l'autre moitié était constituée d'anciens adversaires de ces derniers.

Ainsi, R. Poincaré constitua son gouvernement après que le franc débuta à s'apprécier. C'est à partir du 21 juillet que la monnaie française commença à connaître une tendance inverse à celle des années du Cartel. Tandis que « la déclaration d'investiture du gouvernement [a été] lue devant le Parlement le 27 [juillet] » [Blancheton, 2001 : 387]. Mieux, aucune annonce politique n'avait été encore faite, et pourtant le franc commençait à s'apprécier. On ne pouvait donc pas dire que ce phénomène était dû à des politiques rondement menées, ou bien à un discours qui marqua les esprits.

La manière dont les contemporains ont décrit cet événement a une consonance quelque peu mystique, puisque l'expression « miracle Poincaré » a été choisie. Comment peut-on alors démystifier ce miracle monétaire ? Nous pensons que la meilleure manière de répondre à cette interrogation est de regarder dans un premier temps ce qu'est la monnaie, puis de voir comment celle-ci est considérée selon le modèle mimétique d'Orléan.

2. Le modèle mimétique de la monnaie

Ce modèle s'inscrit dans l'approche de l'institutionnalisme monétaire, selon laquelle la monnaie ne doit pas être considérée comme un simple objet technique qui faciliterait les échanges. Dans cette partie, seront exposés les points fondamentaux de cette vision de la monnaie qui en font son originalité (2.1.) ; puis, nous émettrons une critique sur certains éléments théoriques de ce modèle qui produisent une explication du « miracle Poincaré » qui ne nous satisfait pas (2.2.).

2.1. *Son originalité*

La manière dont la monnaie est abordée constitue l'un des plus grands clivages qui traversent la théorie économique, à savoir celui de l'analyse « réelle » contre celle qui est « monétaire ». D'un côté, il y a la vision selon laquelle « non seulement on peut rejeter ce voile [monétaire] chaque fois que nous analysons les traits fondamentaux du processus économique, mais il faut le faire, à l'instar d'un voile qui doit être ôté lorsqu'on veut voir le visage qu'il recouvre ». Telle est la façon dont Schumpeter [1983 : 389] la décrit. De l'autre côté, il y a l'idée selon laquelle la monnaie doit être centrale dans l'analyse. L'approche institutionnaliste de la monnaie est de ce bord. Elle s'inscrit donc en faux contre la première approche.

2.1.1. *Critique de l'approche instrumentale de la monnaie*

Comme le dit Orléan, la monnaie ne saurait être vue juste comme un facilitateur d'échange, car elle « s'impose comme l'institution première des économies marchandes. La monnaie fonde l'économie marchande » [2011 : 148]. À ce titre, elle ne procède pas des échanges ; au contraire, elle les précède. Ainsi, sans monnaie, il ne peut pas y avoir d'échanges marchands. C'est elle qui permet d'avoir un cadre pour les agents économiques pour pouvoir échanger. Autrement dit, elle est constitutive du « rapport à autrui » [Orléan, 2008 : 10], c'est-à-dire du rapport d'échange. C'est de cette manière que cet auteur distingue ces approches de la monnaie.

Parler d'approche instrumentale de la monnaie permet de regrouper plusieurs courants qui la conçoivent de la même manière et qui ont, pourtant, des approches théoriques radicalement différentes. Sont mises ensemble à la fois l'approche walrassienne et l'approche marxienne. Ces deux courants partagent l'idée selon laquelle les individus échangent tel ou tel bien dont la valeur a été déterminée avant l'échange. En d'autres termes, avant que ne s'opère l'échange, les

marchandises ont déjà des valeurs en soi. Il n'y a pas eu besoin du rapport d'échange marchand pour fonder leur valeur économique. Cependant, la manière dont la valeur économique est constituée diffère selon le courant. L'approche walrassienne considère que c'est l'utilité et donc les préférences individuelles qui fondent la valeur économique. Tandis que pour les marxistes c'est le travail qui institue la valeur économique des marchandises. Quant à l'approche institutionnaliste, « la valeur n'accède à l'existence sociale que par le biais de son incarnation monétaire » [Orléan, 2008 : 12]. Dès lors, l'objectivation de la valeur ne se produit pas par le biais d'une substance – utilité ou travail – qui préexisterait aux rapports d'échange marchands ; mais elle émerge plutôt à travers la monnaie.

2.1.2. *Des individus fondamentalement incomplets*

Comme nous l'avons dit plus haut, le modèle mimétique de la monnaie fait partie du courant institutionnaliste de la monnaie, celle-ci est donc considérée comme étant une institution. Ce modèle se donne pour tâche de montrer comment une monnaie émerge en tant que telle. Il s'inspire directement de l'hypothèse mimétique de René Girard [1961]. Cette dernière s'éloigne d'un subjectivisme radical qui pourrait être défini comme étant une situation où l'individu est libéré de toute structure sociale qui le conditionnerait. C'est ce que nomme Girard « mensonge romantique ». A contrario, « la vérité romanesque » consiste à considérer que les désirs des individus sont déterminés par le désir d'autrui. Ainsi, les individus s'influencent réciproquement, et ne sont plus considérés comme étant des êtres déjà construits, mais plutôt comme des êtres fondamentalement incomplets puisqu'ils s'inspirent d'autres individus pour savoir ce qu'ils désirent obtenir. En d'autres termes apparaît un effet de mimétisme entre les différents membres de la société.

Cette approche a donc été réhabilitée et transposée dans le domaine d'étude de la monnaie. L'analyse d'Orléan se situe dans une économie marchande et non dans une économie capitaliste. Les individus qui en font partie sont dès lors vus comme des producteurs-échangistes. Dans un premier temps, le modèle mimétique de la monnaie se situe dans un monde dans lequel il n'y a pas de monnaie. La première phase s'apparente donc à un état de nature, à la manière dont Thomas Hobbes explicite l'émergence d'une société, induisant que le modèle mimétique ne doit pas être entendu comme quelque chose d'historique, mais plutôt comme quelque chose de logique. On comprend la difficulté à laquelle font face les producteurs-échangistes, car ils ne peuvent pas échanger leur production s'il n'y a pas de monnaie, car le rapport marchand procède de la monnaie. Pour ce faire, il faut qu'ils la déterminent. La question que pose ce modèle est donc la suivante : comment une monnaie émerge-t-elle d'après une approche ontologique selon laquelle ils seraient des individus désirant, mais désirant ce que les autres désirent ?

Ainsi, si les individus sont à la recherche du désir d'autrui, alors il y aura une polarisation des désirs sur un objet en particulier. La monnaie *in fine* est l'objet qui cristallise tous les désirs des individus, car sa détention permet d'obtenir d'autres biens. En sens inverse, la monnaie permet aux producteurs-échangistes d'écouler leur production. Autrement dit, la

monnaie est le « désir-maître » de l'ordre marchand [Lordon et Orléan, 2008]. Ou bien encore, elle est la liquidité qui permet une reconnaissance sociale lorsqu'on la détient.

Dire qu'un objet est choisi collectivement par la polarisation des désirs pour devenir monnaie induit qu'il n'y a pas de choix *a priori*. L'objet élu est celui qui aura réussi à capturer l'ensemble des désirs des individus. En d'autres termes, il est le réceptacle des différentes croyances individuelles qui se sont orientées vers lui, et qui les aura institutionnalisées. Ainsi, l'objet élu n'a pas été choisi pour des qualités intrinsèques, mais bien parce qu'il y a eu une « polarisation unanime » [Aglietta et Orléan, 2016 : 24]. Par conséquent, la forme de la monnaie aurait pu être toute autre, elle aurait pu s'apparenter à des coquillages, à de l'or, etc.

De là peut être tiré plusieurs enseignements, notamment celui que la monnaie est toujours présente dans une économie, car elle est la matérialisation des désirs des individus. Ensuite, lorsque l'on est témoin d'une crise monétaire, cela signifie que les croyances mimétiques sont ébranlées ; *a contrario*, l'arrêt d'une crise monétaire se résout par leur reconsolidation.

C'est de cette manière qu'Orléan interprète le « miracle Poincaré ». La résolution de la crise monétaire a partie liée avec la nouvelle convergence unanime des désirs mimétiques des individus. Dans l'épisode « miracle Poincaré », « le retournement ne trouve pas sa source dans les mesures de politique économique. Il s'agit d'un pur mouvement d'adhésion collective, de croyance mimétique de tout le groupe, conforme à notre modèle » [Orléan, 2011 : 225]. Selon cet auteur, cette adhésion collective se concrétise par le retour au pouvoir de R. Poincaré. Et c'est grâce « au seul nom de Poincaré » [*Id.*] que le retournement sur le marché des changes se produit.

Cependant, malgré son originalité et son efficacité heuristique à rendre intelligible le « miracle Poincaré », il nous semble que par certains aspects ce modèle gagnerait à être amendé. Notamment, en mettant davantage l'accent sur les groupes sociaux composant cette économie marchande.

2.2. Critiques du modèle mimétique de la monnaie

Nous allons montrer dans cette section que la logique même du modèle mimétique engendre le fait qu'il faut davantage mettre l'accent sur les groupes sociaux que sur les individus (producteurs-échangistes), afin que puisse s'engendrer une polarisation mimétique des croyances sur la monnaie.

2.2.1. L'émergence du désir en question

Dans l'article de Lordon et d'Orléan [2008], on peut voir que le modèle proposait par ce dernier s'inscrit dans le cadre analytique spinozien : « c'est [...] la même grammaire de la puissance qui se décline dans l'ordre politique comme dans l'ordre monétaire » [*Id.* : 2]. Par conséquent, pour comprendre précisément le modèle mimétique, on doit réaliser un détour par Spinoza.

La manière dont le modèle mimétique et Spinoza envisagent les individus est bien éloignée de celle qu'ont les défenseurs d'un individualisme souverain. En effet, le modèle et

cet auteur partagent la vision selon laquelle les individus désirent telle ou telle chose non pas parce qu'ils auraient fait une introspection sur eux-mêmes, afin de déterminer ce qui va leur apporter une satisfaction plus grande ; ou bien encore, parce que l'objet en question dispose d'une valeur suscitant le désir de l'obtenir. La logique est renversée dans les deux. Dans le modèle, c'est parce que les individus désirent obtenir la liquidité que les croyances de tout un chacun s'orientent mimétiquement vers un objet en particulier qui va obtenir le titre de monnaie. Autrement dit, c'est à la suite d'une polarisation mimétique que l'objet devenu monnaie va être considéré comme telle et a donc une valeur sociale. Chez Spinoza, la logique est identique : « Nous ne nous efforçons pas vers quelque objet, nous ne le voulons, ne le poursuivons ni ne le désirons pas parce qu'il est un bien, mais au contraire nous ne jugeons qu'il est un bien que parce que nous nous efforçons vers lui, parce que nous le voulons, le poursuivons et le désirons » [E, III, 9, scolie]⁷.

Reste maintenant à répondre à la question suivante : comment sommes-nous amenés à désirer tel ou tel objet ? Il nous semble que c'est ici que le modèle mimétique, s'il reste à un niveau d'analyse individuel, ne peut pas répondre à cette interrogation de manière endogène. En effet, au commencement du modèle chaque producteur-échangiste cherche à obtenir le bien qui sera vu comme la liquidité même. Cette dernière étant obtenue à travers les rendements croissants d'adoption, c'est-à-dire que les producteurs-échangistes ont intérêt à adopter l'objet qui aura obtenu le titre d'objet-monnaie, puisqu'ils pourront échanger leur production. Seulement, si l'on revient à l'état initial du modèle, c'est-à-dire avant que le processus de mimétisme se mette en place, chacun d'entre eux va tenter d'imposer son objet comme étant la matérialisation de la liquidité, afin de « maîtrise[r] [...] la puissance marchande, *via* l'acquisition des biens les plus liquides » [Orléan, 2011 : 157] (c'est l'auteur qui souligne). Par conséquent, à la période zéro, chacun lutte pour imposer son objet comme représentant de la liquidité, car le réussir reviendrait à disposer d'un pouvoir social important sur les rapports marchands. La question que l'on pourrait dès lors se poser est la suivante : comment peut-on envisager un processus endogène mimétique des producteurs-échangistes si chacun d'eux a intérêt à imposer son objet comme objet-monnaie ? Il nous semble que le modèle ne peut pas l'expliquer via sa propre logique interne. Si chaque producteur-échangiste est sur un pied d'égalité, puisque l'on se trouve dans une société marchande dont les rapports sociaux sont uniquement marchands⁸, alors à l'état initial du modèle, chacun d'entre eux à une puissance égale dans la possibilité d'imposer son objet comme monnaie. Orléan le dit lui-même : « par définition se trouve exclue de la relation marchande toute relation personnelle ou hiérarchique de même que tout engagement collectif qui viendrait retreindre *a priori* l'autonomie des volontés privées » [2011 : 19].

⁷ Soit, Ethique, partie III, proposition 9, scolie.

⁸ Si l'on souhaitait entrevoir un rapport non plus égalitaire, comme ce qui est le cas dans la sphère marchande, mais un rapport inégalitaire, il faudrait analyser le mode de production dans lequel la sphère marchande se meut, par exemple le capitalisme. Or, le modèle mimétique de la monnaie ne s'intéresse pas à la division du travail. Par conséquent, il ne peut pas y avoir d'inégalités sociales qui seraient dues aux positions sociales hiérarchisées occupées par les différents individus.

Ainsi, l'état initial est l'état final. Les producteurs-échangistes ne peuvent pas logiquement élire un objet comme monnaie, puisqu'ils ont les mêmes capacités d'imposition, en raison de leur égalité marchande, et que les seuls rapports qu'ils ont sont ceux du rapport marchand. La manière dont ce problème est résolu c'est d'ajouter un élément exogène au modèle. En effet, si l'on ajoute un « choc » exogène qui pousserait un des producteurs-échangistes à se rapprocher d'un autre producteur-échangiste, alors il y a une coalition de deux producteurs-échangistes. Ce qui engendre une inégalité de puissance d'imposition de l'objet-monnaie vis-à-vis des autres. Par conséquent, ces derniers ont tout intérêt à rejoindre la coalition, afin qu'ils puissent échanger avec le plus grand monde possible, et pour vendre donc leur production. Chacun des producteurs-échangistes raisonne de la même façon, ce qui effectivement *in fine* produit une polarisation mimétique sur un objet-monnaie en particulier. Mais on a vu que pour ce faire, il faut qu'il y ait un « choc » exogène au modèle.

Ainsi, démarrer le modèle mimétique à partir des individus nécessite d'ajouter un « choc » exogène pour que le processus mimétique se mette en branle. Comment peut-on alors l'endogénéiser ? Il est possible de le réaliser si l'on va plus loin dans le structuralisme des passions.

2.2.2. *Le modèle mimétique et le structuralisme des passions*

Lordon a développé une approche spinozienne dans les sciences sociales, notamment dans *La société des affects* [2013]. C'est ce qu'il appelle le structuralisme des passions. Nous la mobiliserons afin de procéder à une critique de l'individualisme méthodologique du modèle mimétique de la monnaie.

Si l'on voulait résumer succinctement ce qu'est la philosophie spinozienne de l'action, on pourrait le faire en quatre points : Le premier étant que les individus sont des élans de désir, en raison de leur conatus, c'est-à-dire l'effort par lequel « chaque chose, autant qu'il est en elle, s'efforce de persévérer dans son être » [E, III, 6] ; le conatus est orienté de manière particulière par des affects ; ces affects sont engendrés par des affections, ou autrement dit des rencontres avec des choses extérieures, qui traversent le conatus des individus ; chaque individu réagit différemment à des affections en raison de son *ingenium* qui est sa trajectoire sociale et historique. Finalement, ces quatre points pourraient être résumés par la phrase suivante : « Des hommes divers peuvent être affectés de diverses façons par un seul et même objet, et un seul et même homme peut être affecté par un seul et même objet de diverses façons en divers temps » [E, III, 51].

Désormais, si l'on replace ces quatre points dans une économie marchande composée uniquement de producteurs-échangistes, ceux-ci cherchent toujours à obtenir le bien qui représente la monnaie, afin de « s'aménager le plus large accès possible aux objets par l'échange » [Lordon et Orléan, 2008 : 12]. Ils sont déterminés à la rechercher, car ce sont des producteurs-échangistes qui pour pouvoir exister socialement doivent être en mesure de s'insérer dans le rapport marchand. Autrement dit, l'affection de ne pas être en mesure d'échanger avec les autres producteurs-échangistes les affecte, et ils vont entreprendre de régler ce problème. Cela en essayant d'obtenir l'objet-monnaie qui résoudrait l'impossibilité

momentanée d'échanger. Seulement, la recherche dans l'obtention de l'objet-monnaie va différer en fonction de leur ingenium, puisque l'affection passe nécessairement par les ingenia des individus.

Dès lors, la recherche de l'objet-monnaie est structurée en fonction des différents ingenia des producteurs-échangistes. Autrement dit, des individus qui ont des ingenia sensiblement identiques verront leur recherche converger. La convergence entraîne une coalition de producteurs-échangistes, puisqu'ils recherchent le même type d'objet-monnaie.

Étant donné que l'on a dit que les ingenia étaient la trajectoire historique et sociale des individus, alors les producteurs-échangistes qui ont des ingenia sensiblement identiques sont des individus qui ont vécu dans plus ou moins le même milieu social. Par leurs mêmes habitudes de vie et par leurs mêmes relations sociales, leurs conatus s'orientent dans une direction plus ou moins identique. Là, vient d'être ajouté le fait que la recherche d'un certain type d'objet-monnaie comme représentant de la liquidité est déterminée par le groupe social auquel le producteur-échangiste appartient. Ce que l'on dit n'est pas si éloigné que ce qu'écrit Orléan, mais à la différence que celui-ci n'explique pas comment le passage d'individus relativement passifs à des coalitions d'individus se produit. On passe d'un stade où les « individus sont indifférents quant aux diverses définitions de la liquidité » [2011 : 163], à un stade où « émerge une coalition très large autour d'une certaine liquidité » [*Id.* : 164]. Mais comment peut-on expliquer de manière endogène le passage d'un stade à l'autre ? À notre connaissance, cela n'est pas possible, à moins d'amender le modèle à travers le structuralisme des passions.

Finalement, afin d'endogénéiser la recherche de l'objet-monnaie dans le modèle mimétique, on est arrivé à la situation où il a fallu prendre en compte les groupes sociaux auxquels appartiennent les producteurs-échangistes pour rendre intelligible cette recherche monétaire. Cependant, en tenant compte de ce point, il nous est donné à voir que pour qu'un objet devienne monnaie, il faut appréhender le caractère politique de la monnaie. En effet, la constitution d'un groupe social a directement à voir avec le politique, puisque chaque groupe social véhicule certaines visions du monde, certaines croyances et certains intérêts. Il nous faut donc aller au-delà de la seule sphère marchande pour expliciter la manière dont une monnaie ou une politique monétaire est choisie. C'est ce que nous ferons dans la prochaine partie en mobilisant des théories d'Antonio Gramsci, afin de davantage mettre l'accent sur le caractère politique de la monnaie avec l'opposition conflictuelle de deux groupes sociaux que sont le Cartel des Gauches et la Banque de France.

3. De l'intérêt d'utiliser Gramsci

Cette dernière partie a pour tâche de montrer les liens existants entre Gramsci et la Théorie de la Régulation (3.1.) ; puis d'articuler les concepts gramsciens avec deux groupes sociaux que sont la Banque de France et le Cartel des Gauches (3.2.) ; enfin, le retournement sur le marché des changes sera rendu intelligible à travers le concept gramscien de César (3.3.).

3.1. Gramsci et la Théorie de la Régulation

Les théories gramsciennes ont connu un renouveau ces dernières années. Des auteurs tels que Bob Jessop [2006], Cédric Durand [2013] seul ou avec Razmig Keucheyan [2015], Robert Boyer [2015], etc. les ont réhabilitées dans leurs objets d'étude respectifs. Elles suscitent un certain engouement dans l'hétérodoxie, car Gramsci se fonde bien dans un cadre d'analyse régulationniste et parce qu'il avait révolutionné en son temps l'approche marxienne.

Gramsci s'oppose à une vision du marxisme selon laquelle tout serait déterminé par l'économie, par l'infrastructure. Selon celle-ci, le politique et le juridique qui font partie de la superstructure n'auraient pas d'autonomie vis-à-vis de l'économie. Gramsci considère au contraire qu'ils ont une autonomie *relative*. Ne pas le considérer reviendrait à tomber dans un économicisme vulgaire. Gramsci parle d'« infantilisme primitif » [Q7, §24] pour qualifier cette vision. On retrouve cette critique à la fois dans son article « La révolution contre le Capital » et dans ses *Cahiers de prison*.

La position de Gramsci fait écho à celle de la Théorie de la Régulation (TR), car selon elle pour comprendre comment « émergent de nouvelles régulations et quels sont les processus qui assurent le passage d'une forme de capitalisme à une autre » [Boyer, 2015 : 13] il faut prendre en compte aussi le politique. Découle de cette considération un logiciel théorique qui est composé de cinq grandes formes institutionnelles : le rapport salarial ; le rapport monétaire ; l'État ; la structure de la concurrence ; l'insertion dans l'économie internationale. Chacune de ces formes institutionnelles constitue un mode de régulation qui à son tour s'insère dans un régime d'accumulation. Chez Gramsci, on peut retrouver le mode de régulation et le régime d'accumulation avec le concept de « bloc historique ». Selon Jessop, « *a historical bloc could be understood as the complex, contradictory and discordant unity of an accumulation regime [...] and its mode of regulation* » [2006 : 365]. Au demeurant, Jessop s'évertue efficacement à montrer les liens entre la TR et Gramsci. Les deux peuvent donc être rapprochés⁹.

En ce qui concerne ce texte, on peut croiser les théories gramsciennes avec celles de la TR, à travers la typologie des formes de confiance de la monnaie. La confiance méthodique en est sa première forme. Elle est celle qui est rattachée à la question d'habitude et de répétition dans les échanges. Elle repose sur l'utilisation routinière de la monnaie, et parce que cette routine est couronnée de succès à chaque utilisation, elle accentue la confiance méthodique qu'ont les individus dans la monnaie.

La deuxième forme de confiance est la confiance hiérarchique. C'est celle qui est directement en lien avec la nature politique de la monnaie. S'il n'y avait pas d'institutions régulatrices, il y aurait un « déchaînement des rivalités enclenchées par le pouvoir de l'argent » [Aglietta et Orléan, 2002 : 105]. Les formes que ces institutions régulatrices peuvent prendre sont diverses, mais elles ont pour point commun le fait d'exprimer la souveraineté de la communauté de paiement à laquelle elle est liée. Cette souveraineté est matérialisée par la figure du souverain qui se situe sur les pièces ou les billets.

⁹ Il est d'autant plus aisé de les rapprocher que la TR a une filiation évidente avec le marxisme [Henri Nadel, 2002].

Enfin, la dernière forme est la confiance éthique. Elle « relève de l'autorité symbolique du système des valeurs et des normes collectives, qui fonde l'appartenance sociale » [Théret, 2007 : 25]. Autrement dit, les individus en utilisant la monnaie s'insèrent et agissent dans un schème de perception.

Ces trois formes de confiance sont complémentaires. La confiance éthique donne un cadre aux individus dans lequel les individus agissent. Elle contraint donc les actes politiques. Ainsi, le côté politique de la monnaie est cadré par la confiance éthique. Il y a dès lors une hiérarchie dans les formes de confiance, puisque la confiance éthique est supérieure à la confiance hiérarchique ; cette dernière est à son tour supérieure à la confiance méthodique, car elle permet d'instaurer les règles de bon fonctionnement de l'ordre monétaire.

La forme de confiance qui nous intéresse ici, c'est la confiance hiérarchique. Sans elle, il n'y aurait pas de stabilité monétaire, en raison de l'incapacité de réguler politiquement les violences qui traversent cette institution. Or, s'il n'y a pas de stabilité monétaire, il ne peut pas y avoir une accumulation du capital sans heurts. Ici est vu le lien entre le politique (la superstructure) et l'économique (l'infrastructure) qui existe lorsque l'on étudie la monnaie. Il est dès lors fondé de mobiliser des théories gramsciennes pour analyser la monnaie.

3.2. Perte et gain d'influence

Une crise organique est caractérisée par le fait que les institutions qui sont dépendantes de l'opinion publique s'affaiblissent au profit de celles qui en sont relativement autonomes. Par exemple, le champ « électoral-parlementaire », qui fait partie des institutions dépendantes de l'opinion publique, perd de l'influence. La « bureaucratie (civile et militaire), [...] la haute finance, [...] l'Église » [Q 13, § 23] font partie de la seconde catégorie. Or entre 1924 et juillet 1926, la situation dans laquelle se trouvait la société française correspond tout à fait aux phénomènes qui se produisent lors d'une crise organique.

En effet, la France voyait la valeur externe de sa monnaie déterminée par les forces du marché des changes. Par voie de conséquence, en ayant substitué un cours de change flottant à un cours de change fixe, le nouveau système monétaire international favorisait la finance dans la détermination de la valeur du franc vis-à-vis des deux autres devises clefs qui étaient la livre sterling et le dollar. Celles-ci avaient obtenu le statut de monnaie internationale à la suite de la conférence de Gênes en 1922 [Aglietta et Coudert, 2014].

Parallèlement à la situation internationale, le milieu « électoral-parlementaire », dont le Cartel des Gauches était le représentant, voyait son influence diminuer, car il était dans l'incapacité d'améliorer la situation économique française. En outre, la Banque de France (BdF) ne jouait pas franc jeu avec le gouvernement, voire était hostile à toute collaboration. Ceci avait pour effet d'augmenter sa puissance institutionnelle : « l'hostilité de la Banque vis-à-vis du Cartel avait empiré avec l'aggravation des problèmes. La position de l'Institut d'émission se renforçait au fur et à mesure de l'affaiblissement de celle du Cartel » [Mouré, 1998 : 43]. Ne peuvent pas être traitées ici l'ensemble des étapes qui ont fragilisé la position du Cartel et ont renforcé celle de la BdF. Cependant, deux éléments historiques nous

semblent être particulièrement illustratifs pour rendre compte des tendances contraires dans la puissance de ces deux institutions.

Le premier élément est que la BdF avait assuré au gouvernement d'Édouard Herriot qu'elle le soutiendrait pour défendre la valeur externe du franc. En effet, Georges Robineau¹⁰ avait dit à Raoul Péret¹¹ que la BdF le soutiendrait dans le but d'obtenir un crédit des États-Unis, lequel aurait été rendu possible par l'utilisation des réserves d'or de la BdF. Or, au même moment « la Banque [...] avait payé “sans compter” la publication quotidienne dans la presse d'articles célébrant son refus d'utiliser ses réserves » [*Ibid.* : 53]. Par conséquent, le gouvernement était dans l'inaction en raison de la non-coopération de la BdF, alors qu'elle tenait un discours contraire auprès de Péret. En outre, publier dans des journaux le fait qu'elle ne toucherait pas à ses réserves d'or revenait à magnifier sa posture¹². Cela revenait à montrer qu'elle n'allait pas « mettre en péril l'indépendance nationale », comme le disait Georges Valois. Et d'un autre côté, cela montrait l'inaction, voire l'« incompétence » du Cartel. Or, le gouvernement faisait tout pour que la BdF coopère avec lui. La constitution d'un comité d'experts qui avait été demandée par la Banque afin de trouver une solution pour cesser la chute du cours du franc sur le marché des changes, et qui était majoritairement constitué de banquiers¹³ en est une preuve.

La BdF arrivait à imposer ses propres conditions pour que le franc soit soutenu sur le marché des changes, à travers le comité d'experts, et dans le même temps, elle ne collaborait pas avec le gouvernement. Pis, elle payait des journaux pour se mettre en avant. La BdF devenait alors de plus en plus puissante. Mais, certainement, le scandale des faux bilans de la BdF est ce qui va entamer définitivement la crédibilité du Cartel des Gauches.

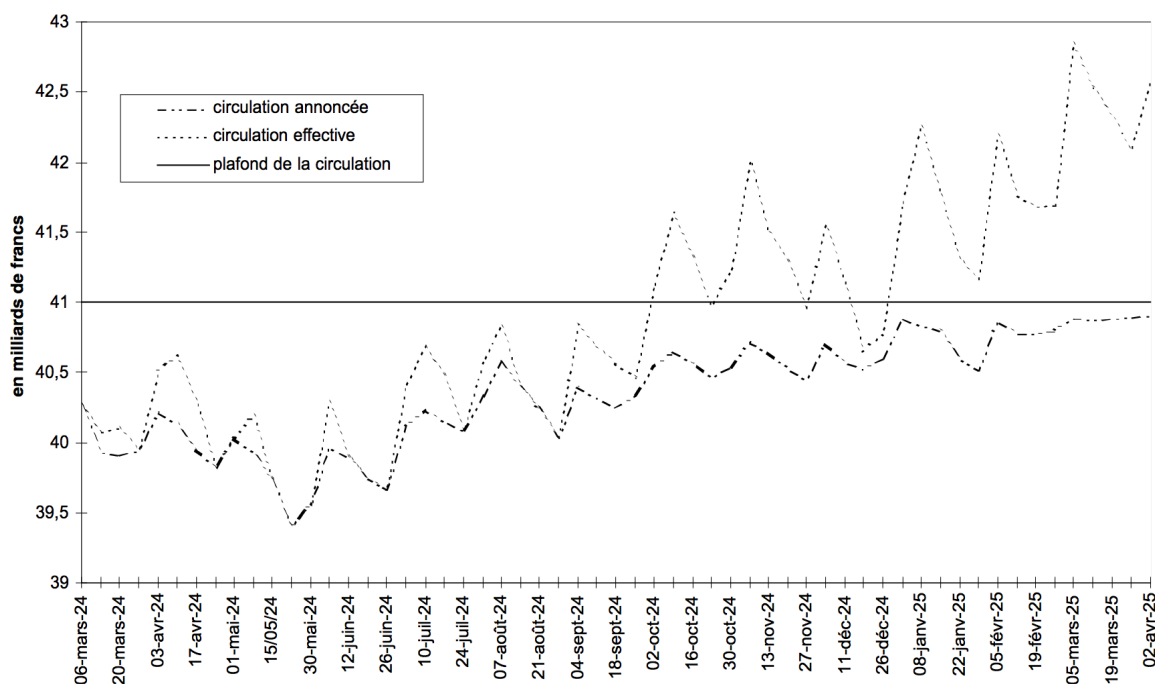
Il est vrai que la falsification des bilans de la BdF n'a pas commencé sous la mandature du Cartel. Elle a débuté le 13 mars 1924, selon le gouverneur Émile Moreau [1954]. À cette date, la France connaissait une appréciation du franc grâce à la victoire des autorités monétaires française contre l'attaque portée sur le franc. C'était à ce moment précis que la falsification des bilans a commencé. Le but était de masquer le fait que pour aider à la défense de la valeur du franc, il avait fallu augmenter la quantité de monnaie en circulation, la faisant s'approcher du plafond autorisé qui était de 41 milliards de francs. En effet, la circulation fiduciaire effective était de l'ordre de 40 milliards de francs. Or, afin de ne pas laisser entendre qu'un changement de régime monétaire était possible, voire qui était en cours de route, étant donné qu'il ne manquait qu'environ 1 milliard pour que le plafond soit atteint, il a été décidé de falsifier les comptes [Blancheton, 2001]. Plus tard, le plafond sera largement dépassé, comme le montre le graphique 3.

¹⁰ Qui était le gouverneur de la BdF depuis le 25 août 1920.

¹¹ Qui était le ministre des Finances pendant une courte période – du 9 mars au 23 juin 1926.

¹² Il faut comprendre à quel point la détention de l'or était considérée comme primordiale à cette époque, car plus un pays en détenait plus il était vu comme étant un pays fort. Cela a partie liée au fait qu'il était considéré qu'en avoir assurait la souveraineté du pays, étant donné que c'était une valeur refuge, en raison du système monétaire international en vigueur.

¹³ 6 membres sur 10 étaient des banquiers.



Source : Archives Economiques et Financières. Fonds Trésor, B 18675.

Graphique 3 : Évolutions comparées des circulations fiduciaires annoncées et effectives entre mars 1924 et avril 1925.

Source : Bertrand Blancheton [2001 : 246]

Ce n'est qu'en décembre 1924 que le gouvernement du Cartel apprend que les bilans étaient faux. S'offrent à lui plusieurs possibilités. La première étant de relever le plafond légal de la quantité des circulations fiduciaires, au risque de contrevenir à la volonté de recouvrer une parité or égale à celle d'avant-guerre ainsi qu'aux discours de Herriot [1925]. L'autre possibilité étant de continuer de masquer le fait que le plafond avait déjà été dépassé. C'est cette dernière qui a été retenue. Dès lors, Herriot et Étienne Clémentel¹⁴ « sont prisonniers de leurs déclarations, couvrent de leur autorité les manipulations déjà opérées et sont contraints d'opérer un retour de la confiance. Le maintien de la crédibilité monétaire et financière du Cartel est soumis à la poursuite de la falsification des bilans, à une fuite en avant qui ne fait qu'aggraver la situation » [Blancheton, *Ib.* : 247]. C'est en avril 1925 qu'est révélé au grand public, sous la pression des régents de la BdF, que le plafond n'est pas respecté. Comme l'ont montré Jeanneney [1976] et Blancheton [*Ibid.*], la BdF trouvait son intérêt à dévoiler que différents gouvernements successifs n'avaient pas respecté le plafond de circulation de la monnaie.

Cependant, la BdF ne dévoila pas tout de suite que ses comptes étaient maquillés. Mais étant donné que cela allait à l'encontre du rôle du Conseil général de la BdF, le gouvernement devait donner une contrepartie pour « acheter » le silence de la Banque. Le gouvernement Herriot décida de prendre des « mesures de nature à ramener “la confiance en donnant pleine sécurité au capital” » [Blancheton, *Ib.* : 248-249]. La manière dont Herriot réussit à donner

¹⁴ Qui était le premier ministre des Finances du gouvernement de Herriot.

une pleine sécurité au capital était de supprimer le bordereau de coupons qui avait pour fonction de lutter contre la fraude fiscale. Dès lors, comme le souligne Blancheton, c'est bien la BdF qui menait désormais la danse. Mais malgré la contrepartie, la vérité se sut, et le scandale des faux bilans de la BdF éclata.

La différence avec la situation initiale étant que le gouvernement était affaibli, c'est-à-dire que l'institution démocratique, ou du moins électoral-parlementaire, avait perdu de sa superbe, et que la BdF *a contrario* en avait gagné. La dynamique des forces était en faveur de l'institution non démocratique : nous sommes bel et bien dans une crise organique, au regard de la définition donnée par Gramsci.

Comme le fait remarquer Jeanneney [*Ib.*], l'attitude de la banque centrale était quelque peu étonnante, car ses agissements avaient entraîné une baisse de la valeur du franc. Or, l'un des objectifs fondamentaux de la Banque était de maintenir la valeur du franc pour tenter de recouvrer sa valeur d'avant-guerre. Par conséquent, il nous est donné à voir que la logique que suivait la Banque était toute autre que celle de soutenir le cours du franc.

3.3. Le César

3.3.1. *Le César de la superstructure*

Lorsqu'une société est frappée par une crise organique, il se peut qu'une « grande personnalité héroïque » [Q13, § 27] arrive sur le devant de la scène. Cette personnalité est vue comme étant l'homme providentiel qui sera capable de remédier aux problèmes qui sont apparus lors de la crise organique. Soulignons que Gramsci met davantage l'accent sur les raisons qui ont amené ce César à être mis en avant dans la société que sur des qualités intrinsèques que cet individu disposerait naturellement. Au contraire, c'est par les nécessités économiques et politiques engendrées par la crise organique qu'une ouverture se crée dans laquelle l'individu peut s'infiltrer, et revêtir les habits d'homme providentiel, lequel permet de stopper la crise d'autorité qui frappe la société dans laquelle il se trouve.

Si le César n'apparaît pas grâce à des qualités individuelles, alors il est possible d'envisager un « césarisme sans César ». Hoare et Sperber l'illustrent par le « *National Government* britannique [qui réunit] conservateurs et travaillistes [...] au moment de la Grande Dépression » [2013 : 59]. Ce n'est donc pas un seul individu qui obtient le titre de César, mais bien un gouvernement d'Union nationale, puisque l'ensemble de la classe politique britannique s'est coalisé afin de cesser les clivages politiques et de résoudre la crise organique que connaissait la Grande-Bretagne.

La France et avec Poincaré en chef de file connaissaient un épisode similaire. En effet, il réussit à constituer un gouvernement d'Union nationale lorsqu'il redevient président du Conseil des ministres le 23 juillet 1926. Seulement, tout le monde ne pouvait pas endosser ce rôle-là. Il fallait que ce soit une personnalité connue et reconnue de tous, notamment dans le champ politique. Poincaré était la personne idéale, car dans sa trajectoire historique et sociale il avait réalisé des choses marquantes. Il avait été le président de la République lorsque la

France gagna la Première Guerre mondiale ; il était celui qui utilisa la formule d'Union sacrée¹⁵ ; il était aussi celui qui avait remporté le « Verdun financier »¹⁶. Ainsi, tout était désigné pour que ce soit lui, et non une autre personne, qui assume le rôle de rassembleur de la classe politique malgré les animosités qui la traversaient.

Pour autant, peut-on considérer que c'est uniquement par le retour de Poincaré au pouvoir que le renversement soudain sur le marché des changes opère ? Si l'on suit la logique gramscienne, il faut à la fois prendre en compte la superstructure et l'infrastructure. En outre, la première est *relativement* autonomie vis-à-vis de la seconde. Dès lors, il faut rechercher quel a été le changement à l'intérieur de celle-ci, pour compléter la vision de cette séquence historique, et pour *in fine* déterminer ce qui doit être partie intégrante du concept de César.

3.3.2. *Un bloc historique reconsolidé*

Lorsque Robineau était le gouverneur de la BdF, ce jusqu'au 26 juin 1926, l'institution était en désaccord avec le Cartel sur les politiques monétaires qu'il fallait suivre. Le discours de BdF était qu'il fallait que le franc revienne à sa parité d'avant-guerre. Le Cartel des Gauches quant à lui était plus favorable à une stabilisation dans un premier temps, pour éventuellement poursuivre par une réévaluation du franc si la première étape était franchie avec succès. Cependant, pour ce faire, la coalition politique voulait que la BdF utilise ses réserves d'or. C'est ici que la dissension se fait le plus sentir. La BdF ne voulait en aucun cas toucher à ses réserves d'or.

Ce que l'on assistait durant cet épisode était donc deux institutions qui ne s'accordaient pas sur la manière dont il fallait procéder pour pouvoir stopper la forte dépréciation du franc sur le marché des changes. La technique envisagée était l'obtention de crédits internationaux à travers lesquels le franc s'apprécierait, étant donné qu'ils auraient été libellés en devise étrangère, notamment en dollar et en livre sterling. Mais les crédits avaient pour condition sine qua non qu'une partie des réserves d'or soit utilisée en tant que contrepartie, s'il s'avérait que la France n'était pas en mesure de les rembourser. La réussite de cette technique « dépendait par essence d'une collaboration étroite entre le gouvernement et la Banque de France » [Mouré, 1998 : 43]. Ce prérequis n'était pas respecté.

Cette opposition entre le Cartel et la BdF sur la manière dont la situation monétaire pouvait être améliorée conduisit le gouvernement à changer le personnel de l'institut d'émission, afin qu'une politique monétaire commune soit possible.

¹⁵ Par ailleurs, la manière dont les journaux allemands ont traduit l'Union nationale par *Burgfrieden* est symptomatique de la force que cela représentait de former un cabinet d'union nationale, car ce terme avait aussi été utilisé pour traduire l'Union sacrée. Formule choisie par Poincaré pour désigner l'urgence d'avoir une force unie et monolithique pour repousser les allemands lors de la Première Guerre mondiale.

¹⁶ En 1924 le franc connaissait une attaque spéculative de grande ampleur sur le marché des changes : en octobre 1923, une livre sterling s'échangeait contre 76 francs, et, le 8 mars 1924, elle s'échangeait contre 128 francs, soit une baisse de 68,42 %. Mais R. Poincaré réussit à contrer cette attaque en signant un accord avec la banque privée américaine Morgan pour qu'elle prête suffisamment au Trésor français pour contrer cette attaque [Roth, 2000 : 454].

Joseph Caillaux, alors ministre des Finances, décida de révoquer Robineau au profit d'Émile Moreau¹⁷. L'opposition de la BdF, et plus particulièrement de Robineau à la politique monétaire souhaitée par le Cartel lui aura été finalement fatale. Charles Rist fut également introduit à la BdF au titre de deuxième sous-gouverneur. Moreau et Rist étaient tous deux d'anciens membres du comité d'experts. Les deux étaient favorables à une politique monétaire de stabilisation immédiate. Mieux, Rist était la personne du comité qui avait écrit un rapport sur la stabilité monétaire. Ce rapport préconisait que la France devait « dévaluer le franc et [...] abandonner ses rêves de retour à la parité d'avant-guerre » [*Id* : 55].

En plaçant ces deux personnes à des postes stratégiques au sein de la BdF, le gouvernement et l'institut d'émission pouvaient enfin collaborer pour œuvrer à une stabilité monétaire. L'horizon semblait s'éclaircir pour le Cartel, puisqu'il avait réussi à imposer des individus qui avaient la même vision sur la nécessité d'une stabilisation monétaire. Cependant, une erreur stratégique de la part de Caillaux allait entraîner la chute définitive du Cartel. En juillet 1926, il demanda à la Chambre des députés d'obtenir les pleins pouvoirs, afin qu'ils puissent mener à bien, selon lui, la stabilisation du franc. Elle le lui refusa à 288 voix contre 243. Durant le vote, les tensions qui traversaient l'hémicycle ainsi que le Cartel pouvaient se ressentir. En effet, « Herriot descendit de son fauteuil de président de la Chambre pour voter contre le décret de pleins pouvoirs en arguant du "principe républicain" » [*Id.*]. 48 députés radicaux avaient voté contre ce décret. S'en était fini du Cartel des Gauches.

Finalement, alors que les intérêts entre la BdF et le Cartel convergeaient l'un vers l'autre, ce dernier va exploser à la suite du vote contre les pleins pouvoirs demandés par Caillaux. Rétrospectivement, on pourrait se demander si Caillaux ne les avait pas demandés, le Cartel aurait-il connu une fin aussi brutale ? La stabilité politique coïncida lorsque Poincaré revint au pouvoir et qu'il constitua son cabinet d'Union nationale.

Ainsi, il a fallu attendre un changement dans la politique de la BdF et l'arrivée de Poincaré au pouvoir pour que le franc commençât à s'apprécier. Ce que l'on pourrait en conclure, c'est qu'il aura fallu qu'il y ait un César à la fois dans la superstructure, mais aussi dans l'infrastructure. Une fois réalisée, il y avait une unité entre les deux. C'est ce que Gramsci nomme bloc historique. Autrement dit, lorsque l'infrastructure et la superstructure sont en « unité concrète, organique, à un moment donné de l'histoire » [Hoare et Sperber, 2013 : 84], il y a un bloc historique qui s'institue et qui permet à la société d'être de nouveau pérenne. En l'occurrence, le franc cessa de se déprécier pour s'apprécier et ensuite se stabiliser. On pourrait même aller plus loin en disant que l'institutionnalisation de ce nouveau bloc historique se matérialise avec la mise en place du franc Poincaré en 1928 qui remplace le franc germinal. Le franc Poincaré met donc un terme à l'ancien franc qui avait été créé par Napoléon Bonaparte en 1803.

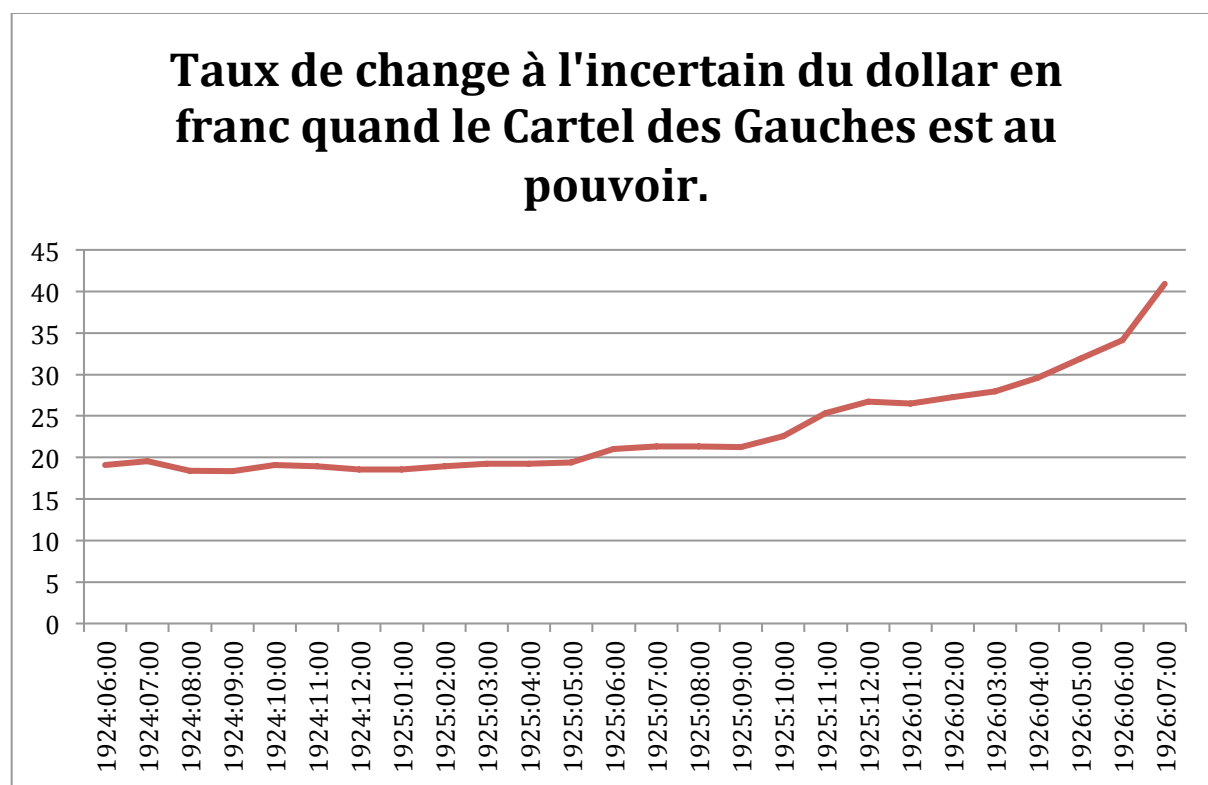
¹⁷ Il restera gouverneur de la BdF jusqu'en 1930.

4. Conclusion

Le « miracle Poincaré » peut donc être explicité par la prise en compte des relations entre le Cartel des Gauches et la BdF. Respectivement chacun représentant à la fois la superstructure et l'infrastructure. Nous avons vu que chacune de ces structures doit voir apparaître un César, en l'occurrence Poincaré et Moreau, afin que le franc s'apprécie brutalement. Autrement dit, le fait qu'il y ait l'apparition d'un bloc historique de nouveau consolidé permet l'arrêt de la crise monétaire que connaissait la France pendant le mandat du Cartel, et le retour de la confiance hiérarchique.

Ainsi, utiliser des théories gramsciennes est efficace heuristiquement, du moins en ce qui concerne la séquence historique de ce texte. Mobiliser des théories gramsciennes nous semble être une bonne voie pour comprendre les interrelations entre le politique et l'économique, et pour rendre compte des phénomènes monétaires à un niveau plus macro que ce que n'a fait Orléan pour ce « miracle » monétaire.

Annexes :



Graphique 2 : Évolution du taux de change à l'incertain lorsque le Cartel des Gauches est au pouvoir. Source : CEPIL.

Références bibliographiques :

- AGLIETTA M. et COUDERT V. (2014), *Le dollar et le système monétaire international*, Paris, La Découverte.
- AGLIETTA M. et ORLÉAN A. (1982), *La violence de la monnaie*, Paris, PUF.
- AGLIETTA M. et ORLÉAN A. (1998), *La monnaie souveraine*, Paris, Odile Jacob.
- AGLIETTA M. et ORLÉAN A. (2002), *La monnaie entre violence et confiance*, Paris, Odile Jacob.
- AGLIETTA M., OULD AHMED P. et PONSOT J.-F. (2016), *La monnaie entre dettes et souveraineté*, Paris, Odile Jacob.
- ANDRÉ C. et DELORME R. (1983), *L'État et l'économie. Un essai d'explication de l'évolution des dépenses publiques en France 1870-1980*, Paris, Le Seuil.
- ASSELAIN J.-C., BLANCHETON B., BORDES C. et SÉNÉGAS M.-A. (2001), « L'inflation française de 1922-1926, hasards et coïncidences d'un *policy-mix*: les enseignements de la FTPL », communication au colloque *Du franc à l'euro : changements et continuité de la monnaie*, Poitiers, 14-16 novembre.
- BLANCHETON B. (2001), *Le Pape et l'Empereur. La Banque de France, la direction du Trésor et la politique monétaire de la France (1924-1928)*, Paris Albin Michel.
- BLANCHETON B. et SENEGAS M.-A. (2000), « Dette, circulation et crise du franc de 1924-1926 : le tournant du scandale des faux bilans de la Banque de France », in *Économies et sociétés*, n° 27, p. 115-161.
- BOYER R. (2015), *Economie politique des capitalismes. Théorie de la régulation et des crises*, Paris, La Découverte.
- DURAND C. (2013), *En finir avec l'Europe*, Paris, La Fabrique.
- DURAND C. and KEUCHEYAN R. (2015), « Bureaucratic Caesarism. A Gramscian Outlook on the Crisis of Europe », *Historical Materialism*, 23.2, p. 23-51.
- FAURE P. (1924) « Le sens des élections françaises », *Le Populaire*.
- GIRARD R. (1961), *Mensonge romantique et vérité romanesque*, Paris, Fayard.
- GRAMSCI A. (2012), textes choisis et présentés par Keucheyan R., *Guerre de mouvement et guerre de position*, Paris, La Fabrique.
- HERRIOT É. (1925), *Journal officiel*, Débats parlementaires, Chambre des Députés, séance du 17 janvier 1924, p. 104.
- HOARE G. et SPERBER N. (2013), *Introduction à Antonio Gramsci*, Paris, La Découverte.
- JEANNENEY J.-N. (1976), *François de Wendel en République, l'argent et le pouvoir 1914-1940*, Paris, Le Seuil.
- JEANNENEY J.-N. (1977), *Leçon d'histoire pour une gauche au pouvoir : la faillite du Cartel 1925-1926*, Paris, Le Seuil.
- JESSOP B. (2006), « Gramsci as a proto and post-regulation theorist », in Jessop B. and Sum N.-L., *Beyond the Regulation Approach. Putting Capitalist Economies in their Place*, Cheltenham and Northampton, Edward Elgar.
- JONES S. (2006), *Antonio Gramsci*, New York, Routledge.

- LACHAPELLE G. (1932), *Le crédit public*, Paris, Berger-Levrault.
- LORDON F. (2015), *Imperium. Structures et affects des corps politiques*, Paris, La Fabrique.
- LORDON F. (2013), *La société des affects*, Paris, Le Seuil.
- LORDON F. et ORLÉAN A. (2008), « Genèse de l'État et genèse de la monnaie : Le modèle de la *potentia multitudinis* » in CITTON Y. et LORDON F., *Spinoza et les sciences sociales. De la puissance de la multitude à la puissance des affects*, Paris, Éditions Amsterdam.
- LUTFALLA M. et PATAT J.-P. (1986), *Histoire monétaire de la France au XXe siècle*, Paris, Economica.
- MONIER F. (2005), « Cartel des gauches et gouvernements radicaux (1924-1926 et 1932-1934) », in Becker J.-J. et al., *Histoire des gauches en France*, Paris, La Découverte.
- MOURÉ K. (1998), *La politique du franc Poincaré (1926-1936)*, Paris, Albin Michel.
- MOREAU É. (1954), *Souvenirs d'un gouverneur de la Banque de France : histoire de la stabilisation du franc (1926-1928)*, Paris, Librairie de Médicis.
- NADEL H. (2002), « La régulation et Marx », in Boyer R. et Saillard Y., *Théorie de la régulation. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte.
- ORLÉAN A. (1984), « Monnaie et spéculation mimétique », *Bulletin du Mauss*, n° 12, décembre, p. 55-68.
- ORLÉAN A. (2008), « La sociologie économique de la monnaie », in Vatin F. et Steiner P., *Traité de sociologie économique*, Paris, PUF.
- ORLÉAN A. (2011), *L'empire de la valeur. Refonder l'économie*, Paris, Le Seuil.
- ROTH F. (2000), *Raymond Poincaré*, Paris, Fayard.
- SAUVY A. (1984), *Histoire économique de la France entre les deux guerres*, Vol. III, Paris, Economica.
- SCHUMPETER J. (1983), *Histoire de l'analyse économique. Tome I : L'âge des fondateurs, des origines à 1790*, Paris, Gallimard.
- SPINOZA B. (1993), *L'éthique*, trad. fr. GUÉRINOT A., Paris, Ivrea.
- THÉRET B. (1990), « La place de l'État dans les théories économiques françaises de la régulation : éléments critiques et repositionnement à la lumière de l'histoire », *Economie appliquée*, n° 2, tome LXIII, p. 43-82.
- THÉRET B. (2008), « Les trois états de la monnaie. Approche interdisciplinaire du fait monétaire », in *Revue économique*, n° 4, vol. 59, p. 813-841.
- THÉRET B. (1992), *Régimes économiques de l'ordre politique : esquisse d'une théorie régulationniste des limites de l'Etat*, Paris, PUF.
- THÉRET B. (2007), *La monnaie dévoilée par ses crises*, Paris, Editions de l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales.